

# NATIONAL SECURITY STRATEGY

OCTOBER 2022

## La dissuasion intégrée américaine : Pertinence et limites du concept

Jean-Louis LOZIER

### ► Points clés

- Publiés à l'automne 2022, les documents de stratégie de l'administration Biden introduisent un nouveau concept : la « dissuasion intégrée » (*integrated deterrence*). Elle doit répondre à de nouveaux défis stratégiques posés par les compétiteurs des États-Unis et des puissances régionales capables de conduire des agressions dans des champs toujours plus étendus de conflictualité.
- La dissuasion intégrée est présentée comme « la combinaison, sans discontinuité, des capacités permettant de convaincre les adversaires potentiels des États-Unis que le coût de leurs activités hostiles l'emporte sur les bénéfiques », et ce dans tous les domaines et théâtres.
- Si les critiques alertant d'un possible risque d'escalade par transfert au domaine nucléaire semblent infondées grâce à la conservation d'une place distincte de l'arme nucléaire, le concept n'est pas exempt de critiques, notamment sur son opérationnalisation et la coordination avec les alliés.

## Introduction

L'automne 2022 a vu la publication longuement attendue des documents définissant la stratégie de sécurité nationale et de défense de l'administration Biden, et leur déclinaison dans les domaines nucléaire et de la défense anti-missile. Visant à faire renoncer les compétiteurs stratégiques (Chine et Russie) et les puissances régionales révisionnistes (Corée du Nord et Iran), à conduire des agressions dans l'ensemble des milieux (terre, mer, air, cyber, espace) et des champs de conflictualité (économique, technologique, informationnel), ces documents introduisent au cœur de la stratégie américaine le concept de « dissuasion intégrée » (*integrated deterrence*). Afin de mieux en comprendre les enjeux et la portée, il convient de revenir sur sa définition, avant de l'analyser en abordant notamment les différences avec le concept français de dissuasion et les critiques qui lui sont formulées en termes de maîtrise des risques et de l'escalade. Enfin la question de sa mise en œuvre demeure essentielle.

## Un concept holistique de la dissuasion

### ***Des menaces clairement identifiées ?***

La *National Security Strategy* (NSS)<sup>1</sup> et la *National Defense Strategy* (NDS)<sup>2</sup> font le constat que la Chine et la Russie, deux puissances nucléaires majeures ayant un régime autoritaire, sont engagées dans une entreprise de remise en cause de l'ordre mondial « libéral » défendu par les démocraties. Elles exploitent notamment les failles et faiblesses des États-Unis et de leurs alliés dans les « zones grises » où elles mènent des activités malveillantes. Ces deux défis majeurs se combinent à deux autres puissances régionales révisionnistes, la Corée du Nord et l'Iran, ainsi qu'à la menace plus diffuse du terrorisme international, et dressent le paysage stratégique auquel doivent faire face les États-Unis. Les problématiques structurelles du changement climatique, des pandémies et de l'économie sont aussi évoquées en toile de fond.

La NSS comme la NDS établissent clairement une hiérarchie dans les menaces. La République populaire de Chine est désignée comme le « défi structurant » (*pacing challenge*), seule puissance à même de concurrencer les États-Unis dans les décennies à venir, aussi bien dans les champs économique et technologique que militaire du fait de la croissance de ses forces armées, nucléaires comme conventionnelles. Pékin utilise tout son éventail de ressources pour gagner en influence, attirer ou contraindre des pays tiers, dans l'Indo-pacifique comme dans d'autres régions du monde ; et recourt à des opérations dans le domaine cyber ou spatial.

---

1. *National Security Strategy*, The White House, approuvée par le président J. Biden le 12 octobre 2022.

2. *National Defense Strategy of the United States of America, including the 2022 Nuclear Posture Review and the 2022 Missile Defense Review*, Department of Defense, approuvée par le secrétaire à la Défense L. Austin le 27 octobre 2022.

Si elle ne dispose pas des fondamentaux permettant de concurrencer les États-Unis directement, la Russie est pour sa part qualifiée de « menace aiguë » après son invasion de l'Ukraine. Son souhait de reconstituer une aire d'influence sur son étranger proche est considéré comme un grave défi à la sécurité. Pour ce faire, elle s'appuie sur ses forces nucléaires, mais aussi sur ses nouvelles capacités dans le domaine des missiles, notamment hypersoniques (armes stratégiques non-nucléaires). Elle développe également des capacités spatiales et des armes chimiques et biologiques. Selon l'analyse américaine, elle recourt enfin à des forces mercenaires sans cadre légal en Ukraine ou dans certains États d'Afrique et du Moyen-Orient et conduit une lutte dans les domaines cyber et informationnel contre les démocraties.

Du côté des puissances régionales, la Corée du Nord poursuit le développement de son arsenal nucléaire et balistique lui permettant d'adopter un comportement agressif et déstabilisant à l'égard de son voisin du sud et de l'ensemble de la région. Pour sa part, l'Iran accentue sa capacité à produire une arme nucléaire, même si la décision de franchir le pas ne semble pas avoir été prise, et déstabilise l'ensemble du Moyen-Orient, notamment en apportant son soutien à des forces miliciennes et ses exportations d'armement (drones et missiles).

## ***Une stratégie totale***

### Une évolution de la définition de la dissuasion

La réponse à ces menaces holistiques variées, couvrant tout le spectre de l'agression armée à la coercition en passant par des actions malveillantes de toutes sortes, nécessite selon les États-Unis une réponse globale : la « dissuasion intégrée ». Introduite officiellement dans un encadré de la NSS, elle est définie comme « la combinaison, sans discontinuité, des capacités permettant de convaincre les adversaires potentiels des États-Unis que le coût de leurs activités hostiles l'emporte sur les bénéfiques »<sup>3</sup>. Selon la *Nuclear Posture Review* (NPR)<sup>4</sup>, son objectif principal est de proposer des options adaptées permettant d'agir et de peser sur les perceptions des différents adversaires potentiels<sup>5</sup>.

---

3. The White House, *National Security Strategy*, op. cit., p. 22.

4. Elaborée conjointement avec la NDS, ainsi qu'avec la *Missile Defense Review* (MDR) et approuvée le 27 octobre 2022 par L. Austin. Ces trois documents ont été diffusés simultanément.

5. Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, op. cit., p. 10.

---

## La NDS propose d'articuler la définition de la dissuasion autour de trois logiques : le déni, la résilience et l'imposition de coûts.

---

La NDS propose de faire évoluer la définition traditionnelle de la dissuasion en deux volets (déni et représailles) pour l'articuler désormais autour de trois logiques : le déni, la résilience et l'imposition de coûts<sup>6</sup>.

La dissuasion par déni (*deterrence by denial*) vise à convaincre un adversaire donné des faibles chances de succès d'une agression. Elle s'applique en particulier à des adversaires potentiels capables de s'emparer rapidement de territoires. Les capacités conventionnelles américaines, déployables rapidement pour

conduire des opérations de combat, sont un élément essentiel pour convaincre l'adversaire qu'il ne pourra pas imposer son fait accompli aisément et rapidement. La défense anti-missiles participe aussi de la dissuasion par déni pour contester à des puissances régionales, comme l'Iran et la Corée du Nord, le bénéfice d'attaques contre le territoire américain, les forces américaines déployées ou les alliés et partenaires des États-Unis<sup>7</sup>.

Innovation de la NDS 2022, la dissuasion par résilience (*deterrence by resilience*) est une forme moins active de la dissuasion par déni : elle vise à réduire ou empêcher les bénéfices d'une agression, en résistant et en récupérant rapidement ses capacités après une attaque. Le renforcement de la résilience dans le spatial et le cyber, domaines indispensables aux forces armées, recevra la priorité. Dans le domaine cyber, l'adoption d'architectures dédiées au renforcement de la sécurité d'accès aux ressources et aux services « zero trust »<sup>8</sup> sera par exemple encouragée. Dans l'espace, des constellations redondantes de satellites seront lancées.

La dissuasion par « imposition directe et collective de coûts » (*deterrence by direct and collective cost imposition*) a pour but de compléter les deux précédentes logiques lorsqu'elles deviennent ineffectives. Forme développée de l'ancienne « dissuasion par représailles », elle repose en premier lieu sur les forces nucléaires pour dissuader d'une attaque stratégique contre le territoire américain (les cinquante États américains, mais aussi l'île de Guam) ou les Alliés bénéficiant de la dissuasion nucléaire élargie américaine. Elle s'appuie également sur les capacités de frappe conventionnelle à longue portée, la lutte informatique offensive, la guerre non-conventionnelle (soutien à des groupes irréguliers), l'aide militaire à des pays alliés et partenaires, mais aussi les sanctions économiques, contrôle des exports et autres mesures d'ordre diplomatique-juridique.

---

6. The White House, *National Security Strategy*, op. cit., p. 8.

7. Department of Defense, *Missile Defence Review*, op. cit., p. 5.

8. Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, « Le modèle Zero Trust », disponible sur : [www.ssi.gouv.fr](http://www.ssi.gouv.fr).

### Une dissuasion intégrée sur tout le spectre

La dissuasion intégrée se présente comme un concept « holistique » mettant l'accent sur la coordination interagences, un travail en réseaux et des innovations afin que tout agresseur potentiel souhaitant pousser son avantage dans un domaine sache qu'il peut avoir une réponse américaine dans de nombreux autres domaines. Cette intégration se manifeste sur plusieurs plans<sup>9</sup> :

- ▀ Entre les domaines de lutte militaire (terre, mer, air, cyber, espace) et autres (économique, technologique, informationnel) ;
- ▀ Entre les théâtres où s'exerce la compétition de puissance ;
- ▀ Au sein du spectre de la conflictualité, pour empêcher les compétiteurs de modifier un *statu quo* menaçant les intérêts vitaux des États-Unis, tout en restant sous le seuil du conflit armé ;
- ▀ Au sein du gouvernement et des agences américaines pour tirer parti de l'ensemble des outils à leur disposition, diplomatie, renseignement, soutien économique par exemple ;
- ▀ Avec les alliés et partenaires, en améliorant l'interopérabilité et le développement de capacités communes, la planification conjointe de la posture des forces et des approches économiques et diplomatiques communes.

### Une dimension nucléaire adaptée et renouvelée

La dissuasion nucléaire demeure au cœur de la dissuasion intégrée. La capacité des forces nucléaires américaines à faire peser une menace sur ce que les responsables politiques adverses valorisent le plus demeure fondamentale pour garantir la crédibilité de la dissuasion intégrée<sup>10</sup>. Elle doit être adaptée afin de maximiser l'effet dissuasif en combinant des logiques de dissuasion et d'intégration spécifiques à chaque compétiteur et chaque situation.

La NPR reprend la formule consacrée selon laquelle « toute utilisation d'une arme nucléaire par un adversaire, quelle que soit sa localisation et sa puissance, modifierait fondamentalement la nature d'un conflit, créerait les conditions d'une escalade incontrôlable et aurait des effets stratégiques »<sup>11</sup>. Afin de maintenir une dissuasion crédible face à des attaques nucléaires majeures ou limitées, la NPR appelle à la modernisation des forces nucléaires américaines, de leur système de commandement, de contrôle et de communications (NC3) ainsi que des infrastructures nucléaires de production ou de soutien. La dissuasion élargie sera renforcée, avec pour chaque région concernée une adaptation des planifications et une meilleure articulation entre forces

---

9. The White House, *National Security Strategy*, op. cit., p. 22.

10. Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, op. cit., p. 11.

11. *Ibid.*, p. 7.

nucléaires et conventionnelles. Celles-ci devront en particulier être fortifiées pour faire face à des attaques NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique) limitées.

La NPR fait le constat que la croissance de son arsenal nucléaire permettra à la Chine de disposer d'une gamme d'options étendues dans les années à venir pour atteindre ses objectifs, allant de la coercition nucléaire à un emploi limité en premier de l'arme atomique. Pour y faire face, les États-Unis souhaitent adopter une stratégie et une posture des forces nucléaires flexibles, afin de bien signifier à la Chine qu'ils ne seront pas dissuadés par celle-ci de procéder à une riposte nucléaire pour défendre leurs alliés. Cette flexibilité américaine comprend les têtes nucléaires *W76-2* de faible puissance emportée par des missiles balistiques lancés depuis un sous-marin, des bombardiers déployables, des chasseurs à usage dual, et des missiles de croisière tirés depuis des avions. L'objectif est bien d'empêcher la Chine de commettre une erreur de calcul si cette dernière estimait pouvoir atteindre ses objectifs grâce à un recours, y compris très limité, à l'armement nucléaire<sup>12</sup>.

La Russie est aujourd'hui le seul rival des États-Unis disposant des capacités nucléaires les plus robustes et diverses, capable de conduire des attaques majeures contre le territoire américain comme des frappes limitées dans un conflit régional. Pour Washington, la dissuasion vis-à-vis de la Russie repose d'abord sur la triade *ICBM-SSBN*-bombardiers. Celle-ci est complétée pour l'exercice de la dissuasion élargie par les chasseurs *F-35* qui pourront être équipés de la bombe *B61-12*, de la tête *W76-2* et du missile à longue portée *LRSO*<sup>13</sup>.

Enfin, la *Missile Defense Review* (MDR) spécifie par ailleurs clairement que la défense anti-missiles n'a pas vocation, et n'est pas capable techniquement et opérationnellement, d'intercepter une frappe massive et sophistiquée de missiles balistiques intercontinentaux lancés par la Russie ou la Chine<sup>14</sup>. La défense anti-missiles s'applique en revanche à des menaces pouvant provenir de puissances régionales comme la Corée du Nord ou l'Iran. Vis-à-vis de Pyongyang, la MDR indique que les États-Unis amélioreront leur défense anti-missiles, en développant un missile successeur de l'actuel *Ground Based Interceptor* (GBI). Si la défense anti-missiles a pour vocation de minimiser les dommages sur le sol américain et de protéger la population, elle n'exclut pas une frappe en rétorsion, utilisant des armes nucléaires ou non<sup>15</sup>. Enfin, l'utilisation d'armes nucléaires par la Corée du Nord conduirait inéluctablement à la fin du régime de Pyongyang<sup>16</sup>.

---

12. *Nuclear Posture Review*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 11.

13. *Ibid.*

14. *Missile Defence Review*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 6.

15. *Ibid.*

16. *Nuclear Posture Review*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 12.

## Critiques et limites de la dissuasion intégrée

### *Dissuasion intégrée et dissuasion nucléaire*

Le concept américain de dissuasion intégrée présenté ci-dessus semble en première impression éloigné du concept de dissuasion nucléaire, et exclusivement nucléaire, tel que défini dans la stratégie française. Cette différence entre les approches américaine et française n'est pas nouvelle, mais elle demeure régulièrement source de malentendus.

Alors que la France retient depuis les débuts de sa force nucléaire un concept de dissuasion centrale ou directe<sup>17</sup>, visant à dissuader tout agresseur d'une attaque contre ses intérêts vitaux, au centre desquels se trouve le territoire français et sa population, les États-Unis ont un concept de dissuasion comprenant, outre la dissuasion centrale pour protéger leur territoire, la dissuasion élargie tendant à protéger leurs alliés, européens et asiatiques. Pour assurer celle-ci, les États-Unis ont cherché depuis le début des années 1960<sup>18</sup> à disposer d'options tant nucléaires que conventionnelles, leur évitant de s'enfermer dans un « tout ou rien » qui mêlerait intérêts vitaux et intérêts limités et nuirait *in fine* à la crédibilité de l'ensemble de l'édifice dissuasif. Les débats transatlantiques sur le sujet remontent aux années 1960.

La présentation du concept de dissuasion intégrée dans la NDS affirme de façon très claire que la dissuasion nucléaire demeure le fondement ultime pour dissuader d'une attaque majeure – nucléaire ou non – contre les États-Unis et leurs alliés. La modernisation de la triade nucléaire américaine vise fondamentalement à maintenir la crédibilité technique et politique de cet objectif. Le concept de dissuasion intégrée n'est donc pas la traduction de la volonté de l'administration Biden de réduire le rôle des armes nucléaires dans la politique de défense américaine<sup>19</sup>. Ce n'est pas non plus l'expression de la recherche de substituts à la dissuasion nucléaire. De ce point de vue, la stratégie vis-à-vis de la Corée du Nord, mêlant dissuasion par déni (défense anti-missiles) et par imposition de coûts (rétorsion par frappes conventionnelles ou nucléaires) est une bonne illustration du concept, cherchant à maximiser les options possibles envers un acteur « faible » qui pourrait être tenté par une agression au niveau régional en comptant sur une auto-dissuasion du « fort » d'intervenir dans un conflit dans lequel ses intérêts vitaux ne sont pas directement menacés.

---

17. Pour une synthèse des théoriciens de la dissuasion, et sur les notions de dissuasion centrale ou directe, élargie, générale et immédiate, voir P. K. Huth, « Deterrence and International Conflict, Empirical Findings and Theoretical Debates », *Annual Review*, 1999, pp. 25 à 48.

18. L. Friedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, 3<sup>e</sup> édition, Palgrave and Macmillan, 2003, p. 220.

19. J.-L. Lozier, « Unique ou fondamental ? Le rôle de l'arme nucléaire dans la politique déclaratoire de Joe Biden », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 13 décembre 2021.

La dissuasion nucléaire demeure donc un point central du concept de dissuasion intégrée américaine, ce qui devrait favoriser les convergences avec la stratégie de défense française, au-delà des différences sémantiques bien connues entre les approches.

### ***Un risque d'escalade accru ?***

L'intégration transdomaines et transrégions pose la question de savoir si cette nouvelle doctrine de dissuasion intégrée porte en elle des risques d'escalades non maîtrisées, pouvant notamment conduire à un usage précoce de l'arme nucléaire.

L'irruption des nouveaux champs de lutte que sont le cyber et l'espace introduit en effet de nouvelles vulnérabilités et complique les calculs gains/risques d'une action dans ces champs. Les attaques dans ces domaines peuvent s'y dérouler selon des tempos très différents de ceux des milieux d'affrontement traditionnels, tout en restant peu visibles des opinions publiques, et pouvant donc être privilégiées par des agresseurs. Les notions de signalement stratégique, d'escalade ou de désescalade y sont aujourd'hui mal appréciées<sup>20</sup>. Le domaine spatial présente des risques particuliers dans la mesure où la Russie et la Chine se dotent d'armes spatiales antisatellites que les États-Unis, tout comme leurs alliés, refusent d'acquérir. Des actions physiques dans l'espace par les Russes ou les Chinois contre les satellites américains ou ceux de leurs alliés ne pourraient ainsi pas entraîner de répliques similaires par les États-Unis, qui seraient dès lors contraints de rechercher une réponse et l'imposition de coûts que dans un autre domaine.

Ces nouveaux risques d'escalade ne sont cependant pas induits par le concept de dissuasion intégrée en lui-même, mais bien par la nature de la lutte dans de nouveaux domaines qui s'imposent désormais dans le spectre de la compétition et de l'affrontement entre puissances. Ils sont pris en compte par la NDS, qui reconnaît la nécessité de développer des approches adaptées pour apprécier les risques et contrôler les risques d'escalade tant en période de crise que de conflit<sup>21</sup>.

---

20. A. Péczeli et B. Bahney, « The New Domains, Emerging Technologies, and Strategic Competition », in Brad Roberts, *Getting the Multi-Domain Challenge Right*, Center for Global Security Research, Lawrence Livermore National Laboratory, décembre 2021, p. 64.

21. *National Defense Strategy of the United States of America*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 10.



## Le seuil d'emploi des armes nucléaires est décrit comme très élevé, de nombreux autres options existant avant cet ultime recours

En outre, un risque d'escalade incontrôlé conduisant à utiliser des armes nucléaires reste très peu probable. La NPR précise ainsi que les armes nucléaires demeurent indispensables pour dissuader d'une attaque stratégique, qu'elle soit nucléaire ou non<sup>22</sup>, étant bien spécifié que le nombre de cas types non-nucléaires demeure très restreint. Le seuil d'emploi des armes nucléaires dans le concept de dissuasion intégrée est par conséquent décrit comme très élevé, de nombreuses autres options existant avant cet ultime recours<sup>23</sup>. Le nucléaire conserve donc une

place bien distincte des autres domaines dans le concept, et le risque d'escalade par transfert d'un autre domaine au domaine nucléaire pour la recherche d'imposition de coûts limité par le strict contrôle politique de l'arme nucléaire américaine, n'est en rien impacté par cette nouvelle doctrine.

### ***Opérationnalisation du concept***

La traduction du concept de dissuasion intégrée en doctrines opérationnelles cohérentes et adaptées représentera probablement le défi majeur tant d'un point de vue opérationnel que du point de vue du signalement. Les caractéristiques propres des domaines à intégrer (diplomatique, économique, cyber, spatial, conventionnel des trois milieux, nucléaire, etc.) complexifient inévitablement la conduite de la manœuvre dissuasive. Cette complexification augmente dès lors qu'il faut coordonner ces manœuvres dans des théâtres d'opérations différents, avec des adversaires, mais aussi des alliés, ayant des cultures stratégiques différentes et des perceptions diverses d'une situation donnée. Le premier enjeu sera de coordonner les différentes administrations américaines entre elles, leurs programmes et les budgets afférents ainsi que leurs cultures stratégiques – le concept même de dissuasion n'étant pas nécessairement appréhendé de la même manière selon les agences. Au sein même du Department of Defense, il sera nécessaire de coordonner efficacement entre eux les différents commandements fonctionnels (Strategic Command, Space Command, Cyber Command) et les commandements géographiques.

La coordination avec les alliés pourrait aussi présenter des difficultés. Au-delà des frictions relativement habituelles pour coordonner les politiques de défense, tant au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord qu'avec les alliés asiatiques, les coordinations dans les domaines économiques et technologiques sont susceptibles de créer des tensions avec des acteurs économiques puissants (Union européenne, Japon par

22. *Nuclear Posture Review*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 8.

23. *Ibid*, p. 3.

exemple). C'est par ailleurs déjà le cas en ce qui concerne les échanges avec la Chine : Washington déploie ainsi une panoplie d'outils coercitifs et incitatifs afin d'empêcher l'adoption par les alliés de certaines technologies chinoises et s'emploie à restreindre les transferts de technologies jugées critiques des alliés vers la Chine<sup>24</sup>.

La NPR reconnaît que l'opérationnalisation du concept de dissuasion intégrée sera un point clé, et que « le développement des doctrines opérationnelles et organisationnelles nécessaires prendra du temps, et requerra des recherches, évaluations et expériences supplémentaires »<sup>25</sup>.

## Conclusion

Axe majeur de la nouvelle stratégie de sécurité nationale américaine, la dissuasion intégrée demeure à ce stade un concept dont la déclinaison pratique et la mise en œuvre restent à développer. Pour autant, les craintes relatives à un risque accru d'escalade dérivant du nouveau concept en passant d'un domaine à l'autre et conduisant à un recours précoce aux armes nucléaires sont infondées. C'est bien la nature des nouveaux domaines de lutte, en particulier dans l'espace et le cyber, potentiellement aggravés par le recours à l'intelligence artificielle, et la compréhension des notions classiques de signalement stratégique, d'escalade et de désescalade, qui restent à préciser. Ce problème n'est pas spécifique aux Américains et à la dissuasion intégrée. Il se pose également en France, où la notion d'épaulement de la dissuasion nucléaire par les forces conventionnelles doit être élaboré plus précisément.

En revanche, l'un des risques principaux de l'utilisation de la notion de dissuasion dans un sens large comme celui qui domine aux États-Unis est le risque plus élevé d'échec, comme on le voit avec l'exemple de l'agression russe en Ukraine et l'échec de la dissuasion par menace de sanctions économiques. Il faudra prendre garde à ce qu'un éventuel échec dans les domaines non-nucléaires ne vienne, à terme, fragiliser la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Il sera ainsi nécessaire d'être vigilant sur les débats relatifs à la notion de dissuasion, et d'apporter le cas échéant les précisions sémantiques afin d'éviter tout contre-sens.

Un des autres risques est celui de l'intégration des dimensions économiques et technologiques dans le concept de dissuasion intégrée. Il peut conduire à des pressions accrues des États-Unis sur leurs alliés dans ces domaines. Un dialogue vigilant devra impérativement se mettre en place sur ces sujets pour éviter toute fragilisation de la position des alliés face à des agresseurs qui seront prêts à exploiter toute faille.

---

24. M. Velliet, « Convaincre et contraindre : les interférences américaines dans les échanges technologiques entre leurs alliés et la Chine », *Études de l'Ifri*, Ifri, février 2022.

25. *Nuclear Posture Review*, Department of Defense, *op. cit.*, p. 10.

---

**Jean-Louis Lozier** est conseiller du Centre des études de sécurité de l'Ifri et ancien officier de la Marine nationale ayant quitté le service actif en 2020. Entré dans les forces en 1981, sa carrière s'est principalement déroulée à bord des sous-marins, avec plusieurs expériences de commandement, avant d'accéder à des postes de haute responsabilité. Il a notamment été chef de la division Forces nucléaires de l'état-major des Armées, inspecteur des armements nucléaires et enfin préfet maritime de l'Atlantique.

**Comment citer cette publication :**

Jean-Louis Lozier, « La dissuasion intégrée américaine : pertinence et limites du concept », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 11 avril 2023.

ISBN : 979-10-373-0698-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © The White House



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

